

François Hollande au Canada : le chef de l'Etat tente de rallier Stephen Harper à la cause environnementale

Le challenge est de taille : le gouvernement conservateur canadien s'est retiré fin 2011 du protocole de Kyoto et ne tiendra pas ses engagements de réduction 17% des gaz à effet de serre d'ici à 2020 comme il s'y était engagé.

François Hollande a entamé dimanche 2 novembre une visite d'Etat de trois jours au Canada. Arrivé à Alberta, nouveau poumon économique du pays, le chef de l'Etat a immédiatement fait ami-ami avec le Premier ministre conservateur Stephen Harper. "C'est une marque d'amitié que tu m'as adressée en me faisant venir dans ce lieu qui est aussi celui du grand développement du Canada", a d'emblée déclaré celui qui souhaite "donner une nouvelle impulsion à nos relations avec l'Ouest canadien". Car une grande partie des sociétés françaises se développent dans le pays. "Pour beaucoup d'entreprises, c'est une région en plein dynamisme où nous avons à donner le meilleur de nous-mêmes", a en effet souligné François Hollande. "Je souhaite que la France puisse continuer à mettre en valeur les immenses richesses du Nord-Ouest canadien, que ce soit dans les techniques d'exploitation, de transformation, d'acheminement des hydrocarbures ou que ce soit dans la construction d'infrastructures", a-t-il encore annoncé. Car, dans ces domaines, "les entreprises françaises sont particulièrement bien placées".

Mais le plus grand défi du président de la République consiste aujourd'hui à convaincre le gouvernement conservateur canadien de le rejoindre dans la lutte contre le réchauffement climatique, dont il a fait son cheval de bataille. Il doit donc tenter de convaincre le Canada de s'associer au plan de l'Europe qui vise à réduire les gaz à effet de serre, avant la Conférence de Paris sur le climat fin 2015. Et le challenge est de taille. En effet, en septembre, Stephen Harper a refusé d'assister au sommet sur le climat en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Son gouvernement s'est retiré fin 2011 du protocole de Kyoto et le Canada ne tiendra très probablement pas ses engagements de réduction 17% des gaz à effet de serre d'ici à 2020 comme il s'y était engagé.

Mais si François Hollande, qui doit prononcer un discours au Parlement fédéral d'Ottawa ce lundi 3 novembre, ne réussit pas à convaincre Stephen Harper sur le plan environnemental, il pourra toujours approfondir leur coopération dans les crises internationales. Car, au Mali comme en Irak, le Canada est presque aussi actif que la France.